

Rapport d'audit de vérification d'action corrective (CVA)

Nom de l'organisme:	GABON WOOD INDUSTRIES (GWI)
Code de certificat:	NC-LS-053967 - Pending
Date du rapport final:	30 Mai 2022

I. PROCESSUS D'AUDIT

Auditeurs, qualifications:	<p>ESSOUNGA BENGA Paul Alain, Auditeur principal</p> <p>Paul Alain ESSOUNGA est un ingénieur forestier camerounais avec une expérience dans des entreprises d'exploitation forestière au Cameroun où il a travaillé comme gestionnaire des Unités Forestières d'Aménagement (UFA) et comme auditeur interne pour préparer les entreprises à des audits externes de certification (OLB et FSC).</p> <p>Paul Alain est également un auditeur FSC FM et CoC depuis de nombreuses années. Il a été membre d'équipe d'audits au Cameroun, Congo et au Gabon depuis plus de 6 ans pour le compte de Rainforest Alliance et NEPCon.</p> <p>Paul Alain a été auditeur pour la certification Vérification of Legal Conformity (VLC) qui est un certificat privé de légalité délivré par Rainforest Alliance pour les entreprises de gestion forestière.</p> <p>Il a été membre d'équipes d'audits pour cette certification au Cameroun et en République du Congo. Il est actuellement Lead Auditor pour la certification LegalSource de NEPCon pour laquelle il a été responsable d'audit au Gabon, au Congo, en RDC et au Cameroun.</p> <p><i>ESSOUNGA BENGA Paul Alain, Auditor</i></p> <p><i>Paul Alain ESSOUNGA is a Cameroonian forestry engineer with experience in logging companies in Cameroon where he worked as a manager of Forest Management Units (UFA) and as an internal auditor to prepare companies for external certification audits (OLB and FSC).</i></p> <p><i>Paul Alain has also been an FSC FM and CoC listener for many years. He has been a member of audit teams in Cameroon, Congo and Gabon for more than 6 years on behalf of Rainforest Alliance and NEPCon.</i></p> <p><i>Paul Alain was an auditor for the Verification of Legal Conformity (VLC) certification, which is a private certificate of legality issued by the Rainforest Alliance for forest management companies.</i></p> <p><i>He was a member of audit teams for this certification in Cameroon and the Republic of Congo. He is currently Lead Auditor for NEPCon's LegalSource certification for which he was lead auditor in Gabon, Congo, DRC and Cameroon.</i></p>
Date d'audit:	27-29 Avril 2022

Type de CVA:	Bureau ☒	Visite terrain ☒ Emplacement(s): CFAD GWI 1 OTOUMA et CFAD GWI 2 MOKABO, Usine GWI de MOKABO, Base-vie MOKABO, bases-vie BILENGUI A et BILENGUI B, transport vers le port de Libreville.
Résumé du déroulement de l'audit:	<p>L'audit de vérification des non-conformités Majeures 03/21, 07/21 et 13/21 s'est entièrement déroulée en présentiel sur le terrain.</p> <p>Il fait suite à l'audit d'enregistrement de la société Gabon Wood Industries (GWI) qui s'est déroulé au courant de l'année 2021 et pendant lequel les trois (03) Non-conformités Majeures ci-dessus avaient été émises par les auditeurs.</p> <p>Suivant les règles d'audit, le CVA a connu une réunion d'ouverture sur la base-vie de MOKABO (dans laquelle résident des cadres, le personnel expatrié, quelques chauffeurs) suivie d'une visite dans les base-vie Abanga A et Abanga B (dans lesquels résident le personnel de l'entreprise utilisé pour les activités d'exploitation forestière nationaux et expatriés).</p> <p>A la fin du séjour de l'auditeur dans l'UFA GWI MOKABO, une réunion de clôture a eu lieu afin de présenter les constats faits suite à la consultation des documents mis à la disposition de l'auditeur par l'entreprise, aux observations de terrain et aux échanges avec les parties prenantes.</p> <p><i>The verification audit of Major non-conformities 03/21, 07/21 and 13/21 took place entirely face-to-face in the field.</i></p> <p><i>It follows the registration audit of the company Gabon Wood Industries (GWI) which took place during the year 2021 and during which the three (03) Major Non-conformities above had been issued by listeners.</i></p> <p><i>In accordance with the audit rules, the CVA had an opening meeting at the MOKABO base camp (in which executives, expatriate staff, a few drivers reside) followed by a visit to the Abanga A and Abanga B (in which company personnel used for national and expatriate logging activities reside).</i></p> <p><i>At the end of the auditor's stay in UFA GWI MOKABO, a closing meeting took place in order to present the observations made following the consultation of the documents made available to the auditor by the company, the observations on the ground and exchanges with stakeholders</i></p>	
Changement dans la portée du certificat depuis le dernier audit:	<p>La société GWI est en phase d'audit d'enregistrement. La portée définie pour le certificat sollicité par l'entreprise prend en compte les activités forestières se déroulant dans les CFAD GWI1 OTOUMA et GWI2 MOKABO, la transformation des produits dans l'usine GWI de MOKABO et le transport des produits vers le port de Libreville pour l'expédition des produits vers les clients de l'entreprise.</p> <p><i>GWI is in the registration audit phase. The scope defined for the certificate requested by the company takes into account the forestry activities taking place in CFAD GWI1 OTOUMA and GWI2 MOKABO, the processing of products in the GWI factory in MOKABO and the transport of products to the port of Libreville for shipping products to company customers.</i></p>	

II. ÉVALUATION DU RAPPORT DE NON- CONFORMITÉ (NCR)

Non-Conformance #:	03/21	
Non-Conformance Grading:	MAJOR <input checked="" type="checkbox"/>	Minor <input type="checkbox"/>
Standard & Requirement:	<p>LegalSource Standard (LS-02) V2.1, Section E-LegalSource Due Diligence Checklist, criterion 4.1</p> <p>The Organization shall review its due diligence system at a minimum annually, in order to address any weaknesses.</p> <p>NOTE: Internal monitoring shall cover internal entities and group members/sites (where applicable), as well as for any suppliers and sub-suppliers.</p> <p>4.1.1 All non-conformances and corrective actions identified shall be documented.</p> <p>4.1.2 Organization shall ensure that all non-conformances are addressed and corrected in a timely manner.</p> <p>4.1.3 Organization shall make all reports of monitoring available to the Certification Body.</p>	
Description of Non-conformance:		
<p>Les auditeurs ont consulté la procédure de Diligence Raisonnée V 2.0 (PRO-GWI-019 du 07/12/2021) de la société GWI ainsi que les directives sur la Diligence Raisonnée V 3.0 produites par NEPCon/Preferred By Nature qui est l'Organisme de certification dans le cadre de la certification LegalSource.</p> <p>Les directives sur la Diligence Raisonnée V 3.0 produites par NEPCon définissent le Système de Diligence Raisonnée (SDR) ainsi qu'il suit « Le SDR comprend des outils qui ont été développés pour aider les entreprises du monde entier à exclure le bois illégal de leurs chaînes d'approvisionnement. Le système est conçu pour correspondre à toutes les exigences du règlement sur le bois de l'UE, ainsi que la loi Lacey des États-Unis et la loi australienne sur l'interdiction de l'exploitation forestière illégale ».</p> <p>Ainsi les directives prévoient quatre étapes avec des actions sous-jacentes pour la mise en œuvre d'un SDR :</p> <p>Système de Gestion de la Qualité :</p> <p>Actions sous-jacentes : s'engager à s'approvisionner légalement (politique d'approvisionnement), définir les responsabilités et assurer les compétences (formation), instituer la documentation des procédures (procédures couvrant tout le SDR et signées par la hiérarchie de l'entreprise), instaurer le contrôle de la qualité et le suivi des performances (monitoring), définir le Cadre du Système de Diligence Raisonnée (portée).</p> <p>L'Accès à l'information (Gestion et données de la chaîne logistique) :</p> <p>Actions sous-jacentes : Recueillir les données sur la chaîne logistique (informations sur les sites et les produits), Consigner les données sur les fournisseurs (si applicable), Évaluer les documents et les données (analyse documentaire de la légalité), Recueillir des données supplémentaires sur la chaîne logistique</p> <p>L'évaluation des Risques :</p> <p>Actions sous-jacentes : Identifier les risques, réaliser un inventaire de la chaîne logistique, Spécifier les risques, Vérifier la présence de non-conformités, notez la conclusion de l'évaluation des risques,</p>		

L'atténuation des Risques :

Actions sous-jacentes : Identifier les actions d'atténuation, Obtenir le consentement des fournisseurs, Planifier et consigner des mesures d'atténuation des risques, Mettre en œuvre des mesures d'atténuation des risques, Évaluer l'efficacité des mesures d'atténuation des risques.

Aucun document contenant les informations sur les étapes et les actions menées par GWI pour la mise en place d'un SDR n'a été présenté aux auditeurs.

Même si l'entreprise a présenté des documents démontrant la mise en œuvre de quelques actions sous-jacentes sur les étapes 1-Système de gestion de la qualité et 2-Accès à l'information, aucune information n'est disponible sur les étapes 3-évaluation des risques et 4-Atténuation des risques.

The auditors have consulted the Due Diligence V 2.0 procedure (PRO-GWI-019 dated 07/12/2021) of the company GWI as well as the directives on Due Diligence V 3.0 produced by NEPCoN / Preferred By Nature which is the Organization certification as part of the LegalSource certification.

The Due Diligence Guidelines V 3.0 produced by NEPCoN defines the System of Due Diligence (SDR) as follows "The SDR comprises tools that have been developed to help companies around the world exclude illegal timber from their chains supply. The system is designed to meet all requirements of the EU Timber Regulations, as well as the US Lacey Act and the Australian Illegal Logging Prohibition Act".

Thus the guidelines provide for four steps with underlying actions for the implementation of an SDR:

1- Quality Management System;

Underlying actions: commit to legal procurement (procurement policy), define responsibilities and ensure skills (training), institute documentation of procedures (procedures covering the entire SDR and signed by the hierarchy of the company), establish quality control and performance monitoring (monitoring), define the Framework of the Due Diligence System (scope).

2- Access to information (Supply chain management and data);

Underlying actions: Collect supply chain data (site and product information), Log supplier data (if applicable), Assess documents and data (documentary legality analysis), Collect data additional supply chain

3- Risk assessment;

Underlying actions: Identify risks, carry out an inventory of the supply chain, Specify the risks, Check the presence of non-conformities, note the conclusion of the risk assessment

4- Risk mitigation;

Underlying actions: Identify mitigation actions, Obtain supplier consent, Plan and document risk mitigation actions, Implement risk mitigation actions, Evaluate the effectiveness of risk mitigation actions. risks.

No document containing information on the steps and actions carried out by GWI for the implementation of an SDR was presented to the auditors.

Although the company presented documents showing the implementation of some underlying actions on the steps 1-Quality management system and 2-Access to information, no information is available on steps 3-Risk Assessment and 4-Risk Mitigation.

Corrective action request:	L'entreprise doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires. <i>The company must implement the necessary corrective actions.</i>
-----------------------------------	---

Timeline for Conformance:	Avant l'émission du certificat <i>Before certificate issuance</i>
----------------------------------	--

<p>Evidence Provided by Organization:</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Note de désignation du Responsable certification BSG-GWI ; - Note de désignation Adjoint au Responsable certification ; - Procédure de vérification de la légalité des fournisseurs de bois (PRO-GWI-017 du 07 Mars 2022) ; - Procédure de vérification de la légalité des prestataires (PRO-GWI-018 du 22 Novembre 2021 ; - Rapports de suivi du Système de Diligence Raisonnée BSG (PRO-GWI-019 EN –ANNEX 1 du 18 Avril et du 20 Avril 2022) - Grille de suivi de la légalité de BSG (PRO-GWI-019 ANNEX 2 Due Diligence System) ; - Grille de de suivi de la légalité de BSG (PRO-GWI-019 ANNEX 3 Liste des documents) ; - Grille de de suivi de la légalité de BSG (PRO-GWI-019 ANNEX 4 Corrective Action Request Template) ; - Procédure Due Diligence System (PRO-GWI-019-EN du 25 Mars 2022) ; - Plan d'action pour la légalité et la certification de l'aménagement forestier. - Interviews - <i>Designation note of the BSG-GWI Certification Manager;</i> - <i>Designation note Deputy to the Certification Manager;</i> - <i>Procedure for verifying the legality of timber suppliers (PRO-GWI-017 of March 07, 2022);</i> - <i>Procedure for verifying the legality of service providers (PRO-GWI-018 of November 22, 2021;</i> - <i>BSG Due Diligence System monitoring reports (PRO-GWI-019 EN –ANNEX 1 of April 18 and April 20, 2022)</i> - <i>BSG legality monitoring grid (PRO-GWI-019 ANNEX 2 Due Diligence System);</i> - <i>BSG legality monitoring grid (PRO-GWI-019 ANNEX 3 List of documents);</i> - <i>BSG legality monitoring grid (PRO-GWI-019 ANNEX 4 Corrective Action Request Template);</i> - <i>Due Diligence System procedure (PRO-GWI-019-EN of March 25, 2022);</i> - <i>Action plan for the legality and certification of forest management.</i> - <i>Interviews</i>
<p>Constat for Evaluation of Evidence:</p>	<p>En plus de la désignation du Responsable central en charge de la gestion de la certification au sein de l'entreprise, la société GWI a également désigné un Responsable certification Adjoint.</p> <p>En complément aux actions mises en œuvre par la société GWI pour La mise sur pied d'un système de gestion de la qualité dans le cadre de la certification LegalSource prenant en compte les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Engagement à l'approvisionnement légal ; - Définition des responsabilités dans le cadre de la gestion de la certification LegalSource ; - Organisation de formations et sensibilisations sur la certification LegalSource ; - Elaboration de procédures opérationnelles ; - Mise en œuvre d'un système de monitoring interne des activités ; - Mise en œuvre du Système de Diligence Raisonnée ;

- Plan d'action pour la légalité et la certification de l'aménagement forestier.
- Action plan for the legality and forest management certification.

Et pour l'accès à l'information prenant en compte les éléments suivants :

- Gestion et données de la chaîne logistique (informations sur les sites de récolte et les produits) ;
- Analyse documentaire de la légalité ;

L'entreprise a élaboré une procédure de Diligence Raisonnée (**Exhibit 1**-Procédure de Diligence Raisonnée PRO-GWI-019-EN du 25 Mars 2022) et des annexes à cette procédure qui lui permettent d'évaluer les risques d'approvisionnement en bois illégal et de les atténuer.

L'auditeur pu consulter deux rapports de suivi du système de Diligence Raisonnée de la société BSG pour l'année 2022 (**Exhibit 2**-Rapport de suivi du Système de Diligence Raisonnée PRO-GWI-019 EN -ANNEX 1 du 18 Avril 2022 et Rapport de suivi du système de Diligence Raisonnée GWI PRO-GWI-019 EN -ANNEX 1 du 20 Avril 2022) qui sont des annexes de la procédure de Diligence Raisonnée.

Ces rapports présentent la portée du certificat LegalSource sollicité par la société GWI, les types de produits concernés, l'identification des sous-traitants, l'identification des acheteurs des produits de la société GWI, présente les résultats de l'analyse des risques et du contrôle de la conformité de l'entreprise avec la grille de légalité applicable et enfin fait un suivi des Requêtes d'Actions Correctives élaborées dans le cadre de la mitigation des risques.

L'auditeur a ainsi pu consulter les actions correctives émises lors des 2 premiers rapports d'examen de la Diligence Raisonnée et qui sont considérées comme les actions de mitigation des risques identifiés.

La consultation du Plan d'action pour la légalité et la certification de l'aménagement forestier (**Exhibit 3**) permis aux auditeurs de constater que celui-ci est organisé autour des composants suivants :

- Système ;
- Social interne ;
- Social externe ;
- Relations extérieures ;
- QHSE ;
- Aménagement forestier ;
- Opérations forestières ;
- Gestion Environnementale ;
- Atelier mécanique ;
- Usine.

Chaque composante présentée ci-dessus est articulée autour d'un thème associé à des actions à mettre en œuvre avec les responsables désignés, le niveau de priorité, la date limite de mise en œuvre ainsi que le niveau de mise en œuvre (pourcentage de réalisation).

Le suivi de ce plan d'action associé à l'évaluation interne du système de Diligence Raisonnée de l'entreprise à travers la grille de légalité interne de suivi de la Diligence Raisonnée permet à l'entreprise d'identifier les potentiels risques d'illégalité qui pourraient survenir dans son système.

L'entreprise utilise l'évaluation de la grille interne de légalité Due Diligence renseignée comme analyse de risque couvrant l'ensemble de ses activités et comme base sur laquelle les Requêtes d'action correctives présentées sont basées.

Les aspects évaluation et mitigation des risques sont désormais bien adressés au sein de l'entreprise.

In addition to the appointment of the Central Manager in charge of certification management within the company, GWI has also appointed a Deputy Certification Manager.

In addition to the actions implemented by the company GWI for the establishment of a quality management system as part of the LegalSource certification taking into account the following aspects:

- *Commitment to legal supply;*
- *Definition of responsibilities in the management of LegalSource certification;*
- *Organization of training and awareness raising on LegalSource certification;*
- *Development of operational procedures;*
- *Implementation of an internal activity monitoring system;*
- *Implementation of the Due Diligence System;*
- *Action plan for the legality and certification of forest management.*
- *Action plan for the legality and forest management certification.*

And for access to information taking into account the following elements:

- *Supply chain management and data (information on harvest sites and products);*
- *Documentary analysis of legality;*

*The company has developed a Due Diligence procedure (**Exhibit 1**-Reasoned Diligence Procedure PRO-GWI-019-EN of March 25, 2022) and annexes to this procedure which allow it to assess the risks of illegal timber supply and mitigate them.*

*The auditor was able to consult two monitoring reports of BSG's Due Diligence system for the year 2022 (**Exhibit 2**-GWI Due Diligence System monitoring report PRO-GWI-019 EN -ANNEX 1 of April 18, 2022 and Follow-up report of the GWI Due Diligence system PRO-GWI-019 EN -ANNEX 1 of April 20, 2022) which are annexes to the Due Diligence procedure.*

These reports present the scope of the LegalSource certificate requested by the GWI company, the types of products concerned, the identification of the subcontractors, the identification of the buyers of the GWI company's products, presents the results of the risk analysis and the control of the company's compliance with the applicable legality grid and finally follows up on the Corrective Action Requests drawn up in the context of risk mitigation.

The auditor was thus able to consult the corrective actions issued during the first 2 Due Diligence review reports and which are considered to be the actions to mitigate the risks identified.

*Consultation of the Action plan for the legality and certification of forest management (**Exhibit 3**) allowed the auditors to note that it is organized around the following components:*

	<ul style="list-style-type: none"> - <i>System;</i> - <i>Internal social;</i> - <i>External social;</i> - <i>Foreign Relations;</i> - <i>QHSE;</i> - <i>Forest management;</i> - <i>Forest operations;</i> - <i>Environmental Management;</i> - <i>Mechanical workshop;</i> - <i>Factory.</i> <p><i>Each component presented above is articulated around a theme associated with the actions to be implemented with the designated managers, the level of priority, the deadline for implementation as well as the level of implementation (percentage of achievement).</i></p> <p><i>The follow-up of this action plan associated with the internal evaluation of the Due Diligence system of the company through the internal legality grid for monitoring Due Diligence allows the company to identify potential risks of illegality. that might occur in his system.</i></p> <p><i>The company uses the assessment of the completed internal Due Diligence legality grid as a risk analysis covering all of its activities and as the basis on which the Corrective Action Requests presented are based.</i></p> <p><i>The risk assessment and mitigation aspects are now well addressed within the company.</i></p>
NCR Status:	FERME CLOSED
Comments (optional):	<p>Même si l'entreprise a mis sur pied des requêtes d'actions correctives à la suite de l'examen de son Système de Diligence Raisonnée et notamment suite à l'analyse de risques, les délais de mise en conformité n'ont pas été respectés de façon générale et ce système était très récent au moment de l'audit.</p> <p>En effet, les preuves de mise en œuvre des actions correctives prévues dans les requêtes d'actions correctives n'ont pas été présentées aux auditeurs et les délais de réalisation de ces actions étaient dépassées pour la plupart au moment de l'audit.</p> <p>Le respect des délais dévolus aux audits internes sera également vérifié.</p> <p>Ces différents points devront faire l'objet d'un point d'attention lors des futurs audits car la mise en œuvre des actions correctives constitue un moyen de mitigation des risques identifiés.</p> <p>Les auditeurs devront également veiller à vérifier la conformité des sous-traitants intervenant dans le système de l'entreprise (existence légale, enregistrements divers, paiement des taxes et redevances, situation du personnel des sous-traitants, paiement des cotisations sociales, conditions d'hébergement, classification professionnelle, congés, etc.).</p> <p>D'autre part, pour faciliter le suivi de son SDR, l'entreprise devrait organiser son analyse de risque sur la base de la norme LegalSource applicable et des modèles de documents proposés par Preferred By Nature.</p> <p><i>Even if the company has set up requests for corrective actions following the examination of its Reasoned Diligence System and in</i></p>

particular following the risk analysis, the deadlines for compliance have not been respected. in general, and this system was very recent at the time of the audit.

Indeed, evidence of implementation of the corrective actions provided for in the corrective action requests was not presented to the auditors and the deadlines for carrying out these actions had for the most part been exceeded at the time of the audit.

Compliance with the deadlines for internal audits will also be verified.

These various points should be the subject of attention during future audits because the implementation of corrective actions constitutes a means of mitigating the identified risks.

The auditors must also take care to verify the compliance of the subcontractors involved in the company's system (legal existence, various registrations, payment of taxes and royalties, situation of the personnel of the subcontractors, payment of social security contributions, conditions of accommodation, professional classification, leave, etc.).

On the other hand, to facilitate the monitoring of its SDR, the company should organize its risk analysis on the basis of the applicable LegalSource standard and the model documents offered by Preferred By Nature.

ANALYSE DES CAUSES DU RNC :

La société Gabon Wood industries (GWI) n'a pas réalisé une analyse des causes du RNC en tant que tel.

Lors de l'audit d'enregistrement en 2021, ce RNC a été émis car dans les étapes de mise en œuvre de son Système de Diligence Raisonnée (SDR), l'entreprise n'avait pas réalisé une analyse de risques accompagnée de mesures de mitigation des risques identifiés.

Pour pallier au problème soulevé par le RNC, l'entreprise a élaboré un ensemble d'outils pour la mise en œuvre et le suivi de la performance de son SDR. Ces outils permettent également à l'entreprise d'analyser les éventuels risques d'illégalité qui peuvent survenir dans son système pendant son approvisionnement et de proposer des mesures de mitigation qui doivent être mises en œuvre.

La mise en œuvre effective des recommandations de la Procédure de Diligence Raisonnée de l'entreprise ((PRO-GWI-019-EN du 25 Mars 2022) permettra à l'entreprise d'actualiser de façon régulière son analyse de risques, d'émettre des Requêtes d'Actions Correctives en cas d'écart constaté et de mettre en œuvre les actions correctives proposées.

La récurrence de ce RNC pourra être évitée au cas où l'entreprise met en œuvre les actions recommandées dans ses procédures internes relatives au SDR, à son suivi et aux actions correctives pour les écarts constatés.

ANALYSIS OF THE CAUSES OF NCR :

	<p><i>Gabon Wood Industries (GWI) has not carried out an analysis of the causes of the RNC as such.</i></p> <p><i>During the registration audit in 2021, this RNC was issued because in the stages of implementing its Due Diligence System (SDR), the company had not carried out a risk analysis accompanied by mitigation of identified risks.</i></p> <p><i>To overcome the problem raised by the RNC, the company has developed a set of tools for the implementation and monitoring of the performance of its SDR. These tools also allow the company to analyze the possible risks of illegality that may arise in its system during its supply and to propose mitigation measures that must be implemented.</i></p> <p><i>The recurrence of this RNC can be avoided if the company implements the actions recommended in its internal procedures relating to the SDR, its monitoring and the corrective actions for the deviations observed.</i></p>
--	--

Non-Conformance #:	07/21	
Non-Conformance Grading:	MAJOR <input checked="" type="checkbox"/>	Minor <input type="checkbox"/>
Standard & Requirement:	LegalSource Standard (LS-02) V2.1, Section E-LegalSource Due Diligence Checklist, criterion 7.3, 7.4, 7.5, 7.6, 7.7, 7.8,7.9, 8.1, 8.2 and 8.3.	
Description of Non-conformance:		
<p>La société GWI n'a pas présenté aux auditeurs une analyse de risques d'approvisionnement en produits illégaux dans le cadre de la certification LegalSource selon les exigences de l'indicateur.</p> <p>Aucune mesure de mitigation des risques à la suite de l'analyse des risques n'est proposée</p> <p><i>The GWI company did not present to the auditors an analysis of the risks of supplying illegal products as part of the LegalSource certification according to the requirements of the indicator.</i></p> <p><i>No risk mitigation measures following the risk analysis are proposed</i></p>		
Corrective action request:	L'entreprise doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires. <i>The company must implement the necessary corrective actions.</i>	
Timeline for Conformance:	Avant l'émission du certificat <i>Before certificate issuance</i>	
Evidence Provided by Organization:	<ul style="list-style-type: none"> - Procédure Due Diligence System (PRO-GWI-019-EN du 25 Mars 2022) ; - Plan d'action pour la légalité et la certification de l'aménagement forestier ; - Rapport d'évaluation de la Diligence Raisonnée-Modèle pour les rapports d'audit interne (PRO-GWI-019-EN ANNEX 1 du 20 Mars 2022) ; - Rapports de suivi du Système de Diligence Raisonnée BSG (PRO-GWI-019 EN –ANNEX 1 du 18 Avril et du 20 Avril 2022) - Grille de suivi de la légalité de BSG (PRO-GWI-019 ANNEX 2 Due Diligence System) ; - Interviews. 	

	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Due Diligence System procedure (PRO-GWI-019-EN of March 25, 2022);</i> - <i>Action plan for the legality and certification of forest management;</i> - <i>Model Due Diligence assessment report for internal audit reports (PRO-GWI-019-EN ANNEX 1 of March 20, 2022);</i> - <i>BSG Due Diligence System monitoring reports (PRO-GWI-019 EN –ANNEX 1 of April 18 and April 20, 2022)</i> - <i>BSG legality monitoring grid (PRO-GWI-019 ANNEX 2 Due Diligence System);</i> - <i>Interviews.</i>
<p>Constat for Evaluation of Evidence:</p>	<p>Suite à l'émission du NCR, la société GWI a révisé sa procédure de Diligence Raisonnée en prévoyant désormais 4 audits internes du Système de Diligence Raisonnée basés sur la grille interne de suivi de la Diligence Raisonnée élaborée par l'entreprise.</p> <p>Les écarts constatés pendant ces audits internes font l'objet de requêtes d'actions correctives qui précisent le responsable de la mise en conformité, les actions à mettre en œuvre et les délais de mise en conformité.</p> <p>La mise en œuvre de ces mesures constitue les actions de mitigation aux risques identifiés par l'entreprise.</p> <p>Pour l'année 2022, avant le CVA, l'entreprise a réalisé deux audits internes dont les rapports assortis des requêtes d'actions correctives ont été présentés aux auditeurs.</p> <p>Les échanges avec le personnel en charge du suivi du Système de Diligence Raisonnée de l'entreprise (SDR), du personnel impliqué dans la réalisation des audits internes et du monitoring des activités de l'entreprise a permis aux auditeurs de constater que le système mis en œuvre pour l'analyse des risques et leur mitigation est bien en place et maîtrisé.</p> <p><i>Following the issuance of the NCR, the company GWI has revised its Due Diligence procedure by now planning 4 internal audits of the Due Diligence System based on the internal Due Diligence monitoring grid developed by the company.</i></p> <p><i>The discrepancies noted during these internal audits are the subject of corrective action requests which specify the person responsible for compliance, the actions to be implemented and the deadlines for compliance.</i></p> <p><i>The implementation of these measures constitutes the actions to mitigate the risks identified by the company.</i></p> <p><i>For the year 2022, before the CVA, the company carried out two internal audits whose reports accompanied by requests for corrective actions were presented to the auditors.</i></p> <p><i>Discussions with the staff in charge of monitoring the company's Reasoned Diligence System (SDR), the staff involved in carrying out internal audits and monitoring the company's activities enabled the auditors to observe that the system implemented for risk analysis and their mitigation is in place and under control.</i></p>
<p>NCR Status:</p>	<p>FERME CLOSED</p>
<p>Comments (optional):</p>	<p>Même si l'entreprise a mis sur pied des requêtes d'actions correctives à la suite de l'examen de son Système de Diligence Raisonnée et</p>

notamment suite à l'analyse de risques, les délais de mise en conformité n'ont pas été respectés de façon générale et ce système était très récent au moment de l'audit.

En effet, les preuves de mise en œuvre des actions correctives prévues dans les requêtes d'actions correctives n'ont pas été présentées aux auditeurs et les délais de réalisation de ces actions étaient dépassés pour la plupart au moment de l'audit.

Le respect des délais dévolus aux audits internes sera également vérifié.

Ces différents points devront faire l'objet d'un point d'attention lors des futurs audits car la mise en œuvre des actions correctives constitue un moyen de mitigation des risques identifiés.

D'autre part, pour faciliter le suivi de son SDR, l'entreprise devrait organiser son analyse de risque sur la base de la norme LegalSource applicable et des modèles de documents proposés par Preferred By Nature.

Even if the company has set up requests for corrective actions following the examination of its Reasoned Diligence System and in particular following the risk analysis, the deadlines for compliance have not been respected. in general, and this system was very recent at the time of the audit.

Indeed, evidence of implementation of the corrective actions provided for in the corrective action requests was not presented to the auditors and the deadlines for carrying out these actions had for the most part been exceeded at the time of the audit.

Indeed, evidence of implementation of the corrective actions provided for in the corrective action requests was not presented to the auditors and the deadlines for carrying out these actions had for the most part been exceeded at the time of the audit.

Compliance with the deadlines set for internal audits will also be verified.

These various points should be the subject of attention during future audits because the implementation of corrective actions constitutes a means of mitigating the identified risks.

On the other hand, to facilitate the monitoring of its SDR, the company should organize its risk analysis on the basis of the applicable LegalSource standard and the model documents offered by Preferred By Nature.

ANALYSE DES CAUSES DU RNC :

La société Gabon Wood Industries (GWI) n'a pas réalisé une analyse des causes du RNC en tant que tel.

Lors de l'audit d'enregistrement en 2021, ce RNC a été émis car dans les étapes de mise en œuvre de son Système de Diligence Raisonnée (SDR), l'entreprise n'avait pas réalisé une analyse de risques accompagnée de mesures de mitigation des risques identifiés.

Pour pallier au problème soulevé par le RNC, l'entreprise a élaboré un ensemble d'outils pour la mise en œuvre et le suivi de la performance de son SDR. Ces outils permettent également à

	<p>l'entreprise d'analyser les éventuels risques d'illégalité qui peuvent survenir dans son système pendant son approvisionnement et de proposer des mesures de mitigation qui doivent être mises en œuvre.</p> <p>La mise en œuvre effective des recommandations de la Procédure de Diligence Raisonnée de l'entreprise ((PRO-GWI-019-EN du 25 Mars 2022) permettra à l'entreprise d'actualiser de façon régulière son analyse de risques, d'émettre des Requêtes d'Actions Correctives en cas d'écart constaté et de mettre en œuvre les actions correctives proposées.</p> <p>La récurrence de ce RNC pourra être évitée au cas où l'entreprise met en œuvre les actions recommandées dans ses procédures internes relatives au SDR, à son suivi et aux actions correctives pour les écarts constatés.</p> <p><u>ANALYSIS OF THE CAUSES OF NCR:</u></p> <p><i>Gabon Wood Industries (GWI) has not carried out an analysis of the causes of RNC as such.</i></p> <p><i>During the registration audit in 2021, this RNC was issued because in the stages of implementing its Due Diligence System (SDR), the company had not carried out a risk analysis accompanied by mitigation of identified risks.</i></p> <p><i>To overcome the problem raised by the RNC, the company has developed a set of tools for the implementation and monitoring of the performance of its SDR. These tools also allow the company to analyze the possible risks of illegality that may arise in its system during its supply and to propose mitigation measures that must be implemented.</i></p> <p><i>The effective implementation of the recommendations of the company's Reasoned Diligence Procedure ((PRO-GWI-019-EN of March 25, 2022) will allow the company to regularly update its risk analysis, to issue Requests for Corrective Actions in the event of a discrepancy noted and to implement the proposed corrective actions.</i></p> <p><i>The recurrence of this RNC can be avoided if the company implements the actions recommended in its internal procedures relating to the SDR, its monitoring and the corrective actions for the deviations observed.</i></p>
--	---

Non-Conformance #:	13/21	
Non-Conformance Grading:	MAJOR <input checked="" type="checkbox"/>	Minor <input type="checkbox"/>
Standard & Requirement:	LegalSource Standard (LS-02) V2.1, Section F-Legal Compliance at the Forest Level, Indicator 3.4.1 Occupational health and safety requirements shall be observed by all persons involved in forest management/harvesting activities.	
Description of Non-conformance:		

Le mécanisme de gestion des accidents de travail sur le site est encadré par la procédure PRO-GWI-003 du 08/11/2021. Toute fois l'analyse des systèmes de gestion des AT indique qu'elle n'est pas suffisamment implémentée (Pas de registre de suivi des AT). Le modèle de, rapport d'analyse des AT a toutefois été adapté pour permettre une meilleure analyse des causes en vue de proposer des actions correctives appropriées. Les échanges avec certaines personnes clés a indiqué une très faible maîtrise des exigences liées à la procédure de gestion des AT.

L'entreprise ne dispose pas d'un moyen adapté pour l'évacuation des accidentés/malades sur le site industriel et encore moins pour les chantiers forestiers. Au niveau de l'usine on observe une absence de trousse de secours et le système de suivi générale des troussees n'est pas efficace et le personnel encore moins formé sur leur utilisation.

Les auditeurs n'ont pas pu consulter la décision de désignation officielle des membres du Comité Hygiène Santé et Sécurité au travail (CHSST) et aucun manuel/procédure de fonctionnement du comité n'a été présenté aux auditeurs. Il a été observé au niveau du camp du personnel asiatique de MOKABO, un problème d'insalubrité lié à l'évacuation des eaux, qui stagnent et présentant un problème d'insalubrité.

L'entreprise ne dispose pas d'un médecin de travail en permanence pour le suivi médical des employés, notamment pour ce qui est des visites médicales à l'embauche. Une convention de soin a été initié mais elle n'a pas encore été finalisée.

Les visites ont été initiés pour certains employés, mais au moment de l'audit elles n'étaient pas complètes pour l'ensemble des travailleurs de la société ainsi que ses sous-traitants.

L'infirmerie au niveau du site industriel de MOKABO ne dispose pas d'un pèse-personne pour la prise en compte des paramètres médicaux lors des consultations et le système de suivi des stocks et de ravitaillement de médicament ne sont pas menée de façon efficace, il a été observé par exemple que les produits de traitement du paludisme étaient en rupture de stock au niveau de l'infirmerie depuis plusieurs jours.

Aussi, au moment de l'audit, il a été observé que la qualité de l'eau mise à disposition des travailleurs était douteuse du fait de sa coloration et de sa texture. Au moment de l'audit, l'entreprise n'avait pas procédé à une analyse physico chimique et bactériologique de eaux de boisson mise à la disposition de son personnel. Pour pallier aux plaintes du personnel sur la qualité de l'eau, elle suspendu dans ses bases vies la consommation d'eau de boisson issu des forages en attente d'attester de leur potabilité. En palliatif, l'entreprise a prévu effectuer un ravitaillement régulier des bases vies en potable puisée dans des points d'eau vérifiés construits dans les villages riverains, en attente d'avoir une maîtrise parfaite de la qualité de l'eau au travers de l'analyse de la qualité des eaux.

Pour résoudre définitivement le problème de fourniture en eau potable de ses bases-vie, l'entreprise a commandé un système intégré d'épuration des eaux dont le schéma d'installation a été mis à la disposition des auditeurs. L'installation de ce dispositif, son fonctionnement et la qualité de l'eau qui en sera produite seront évalués par la suite par l'entreprise.

The mechanism for managing work accidents on the site is governed by procedure PRO-GWI-003 of 08/11/2021. However, the analysis of the AT management systems indicates that it is not sufficiently implemented (No AT tracking register). However, the model for the analysis report of the TAs has been adapted to allow a better analysis of the causes with a view to proposing appropriate corrective actions. Exchanges with certain key people indicated a very poor understanding of the requirements related to the TA management procedure.

The company does not have a suitable means for evacuating the injured/sick on the industrial site and even less so for forestry sites. At the plant level, there is an absence of first aid kits and the general monitoring system for kits is not effective and the staff even less trained in their use.

The auditors were unable to consult the decision to officially appoint the members of the Occupational Health and Safety Committee (CHSST) and no operating manual/procedure for the committee was presented to the auditors. It was observed at the level of the camp of the Asian

staff of Mokabo, a problem of sanitation related to the evacuation of water, which stagnates and presenting a problem of insalubrity.

The company does not have a permanent doctor for the medical follow-up of employees, in particular with regard to medical visits upon hiring. A care agreement has been initiated but has not yet been finalized.

The visits were initiated for some employees, but at the time of the audit they were not complete for all of the company's workers and its subcontractors.

The infirmary at the Mokabo industrial site does not have a scale for taking medical parameters into account during consultations and the stock monitoring and drug supply system is not carried out efficiently, for example, it was observed that malaria treatment products had been out of stock at the infirmary for several days.

Also, at the time of the audit, it was observed that the quality of the water made available to workers was questionable due to its color and texture. At the time of the audit, the company had not carried out a physico-chemical and bacteriological analysis of drinking water made available to its staff. To overcome the complaints of the staff on the quality of the water, it suspended in its living bases the consumption of drinking water from the boreholes while waiting to certify their potability. As a palliative, the company has planned to regularly supply the living bases with drinking water drawn from verified water points built in the neighbouring villages, while waiting to have perfect control of the quality of the water through the water quality analysis.

To definitively solve the problem of supplying drinking water to its life bases, the company ordered an integrated water purification system, the installation diagram of which was made available to the auditors. The installation of this device, its operation and the quality of the water that will be produced will be subsequently assessed by the company.

Corrective action request:	L'entreprise doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires. <i>The company must implement the necessary corrective actions.</i>
Timeline for Conformance:	Avant l'émission du certificat <i>Before certificate issuance</i>
Evidence Provided by Organization:	<ul style="list-style-type: none"> - Texte de création du CHSST ; - Liste des membres du CHSST ; - Procès-Verbaux réunions du CHSST ; - Procédure de déclaration des Accidents de Travail (PRO-GWI-003 du 08/11/2021) ; - Rapport d'analyse des accidents de travail ; - Analyse des risques EPI ; - Décharges EPI ; - Contrat mensuel avec le médecin du travail du CHRM de Mouila ; - Factures achat lampes solaires ; - Bon de commande lampes solaires depuis la Malaisie ; - Rapport installation lampes solaires base-vie MOKABO ; - Procédure de gestion des EPI (HSE/PRO/2020/01 du 06 juillet 2020) ; - Instruction de travail pour la gestion des trousse de premier secours ; - Procès-verbaux collecte eau potable ; - Proforma système de traitement de l'eau pour potabilisation (ECOPURA) ; - Feuille d'information sur le système HENZEN ECOPURA WATER commandé par l'entreprise ; - Photos ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Interviews ; - <i>Text creating the CHSST;</i> - <i>List of CHSST members;</i> - <i>Minutes of CHSST meetings;</i> - <i>Procedure for reporting Work Accidents (PRO-GWI-003 of 08/11/2021);</i> - <i>Work accident analysis report;</i> - <i>PPE risk analysis;</i> - <i>PPE discharges ;</i> - <i>Monthly contract with the occupational physician of the CHRM of Mouila;</i> - <i>Purchase invoices for solar lamps;</i> - <i>Solar lamps order form from Malaysia;</i> - <i>MOKABO base-life solar lamp installation report;</i> - <i>PPE management procedure (HSE/PRO/2020/01 of July 06, 2020);</i> - <i>Work instruction for the management of first aid kits;</i> - <i>Drinking water collection minutes;</i> - <i>Proforma water treatment system for drinking water (ECOPURA);</i> - <i>Information sheet on the HENZEN ECOPURA WATER system ordered by the company;</i> - <i>Pictures ;</i> - <i>Interviews.</i>
<p>Constat for Evaluation of Evidence:</p>	<p>Lors du CVA 2022 de la société GWI, l'auditeur a constaté les évolutions suivantes par rapport aux constats faits lors de l'audit d'enregistrement 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise a mis sur pied un Comité Hygiène Santé et Sécurité au travail (CHSST) dont les membres ont été désigné et qui a effectivement commencé ses activités sur le site de MOKABO ; - Les modalités de prise en charge et de gestion des Accidents de travail sont connus du personnel et appliqués ; - 03 employés ont été dédiés au nettoyage de la base-vie de MOKABO. Ces derniers étaient en activité au moment de l'audit ; - La salubrité de la base-vie de MOKABO était bonne au moment de l'audit. Les eaux de ruissellement sont bien canalisées et le défrichage des herbes autour des habitations est régulier ; - Les Pantalons anti-coupure ont été mis à la disposition des différents opérateurs de tronçonneuses (abatteurs, tronçonneurs) ; - Les accidents de travail et autres incidents sont désormais enregistrés sur des fiches avec une analyse des causes par le Responsable hiérarchique présent ; - Les travailleurs de l'entreprise et les sous-traitants ont une bonne connaissance des procédures applicables pour la gestion des accidents de travail ;

- Un contrat de partenariat médical mensuel avec le Médecin du travail au CHRM (Centre Hospitalier Régional de Mouila) est disponible et valide car renouvelé au moment de l'audit ;
- La liste des employés ayant passé la visite médicale annuelle pour l'année 2022 est disponible ;
- Les visites médicales annuelles pour l'année 2021 étaient réalisées et le rapport a été mis à la disposition des auditeurs ;
- Les visites médicales annuelles 2022 étaient réalisées pour presque tous les employés du site de MOKABO ;
- Une ambulance fonctionnelle est prévue pour les cas d'évacuation en cas d'urgence. Elle est garée en permanence au bloc administratif du site de MOKABO avec un chauffeur disponible en permanence ;
- L'infirmerie de la base-vie de MOKABO est pourvue de façon régulière en produits de traitement contre le paludisme ;
- Un pèse-personne est installé dans l'infirmerie de MOKABO pour la prise de paramètres des patients ;
- Une instruction de travail pour la gestion des trousse de secours est disponible et mise en œuvre ;
- Les employés ont été formés à la manipulation des trousse de secours et un suivi est réalisé par l'infirmier du site de MOKABO ;
- Des lampadaires solaires ont été installés à des points précis dans la base-vie de MOKABO ;
- Les employés de l'entreprise habitent en majorité la ville de Mouila où sont disponibles en permanence de l'eau potable fournie par le réseau national de fourniture d'eau de la SEG et de l'électricité fournie par le réseau de fourniture électrique national du Gabon ;
- Les employés habitant la base-vie de MOKABO sont approvisionnés en eau potable à l'aide de deux tankers installés dans la base-vie de MOKABO tandis que l'électricité est fournie par les groupes électrogènes de la scierie jusqu'à 22 heures chaque soir ;
- L'approvisionnement des bases-vie de Bilengui A et Bilengui en eau potable se fait dans les villages riverains où sont installées des adductions d'eau potable à l'aide des pick-up ;
- Le registre des maladies des base-vie de MOKABO, Bilengui A et Bilengui B ne faisaient pas ressortir de problèmes particulier lié aux maladies hydriques.

During the 2022 CVA of GWI, the auditor noted the following changes compared to the findings made during the 2021 registration audit:

- *The company has set up an Occupational Health and Safety Committee (CHSST) whose members have been appointed and which has effectively started its activities on the MOKABO site;*
- *The terms and conditions for the coverage and management of accidents at work are known to staff and applied;*

- 03 employees were dedicated to cleaning the MOKABO base camp. These were in operation at the time of the audit;
- The sanitation of the MOKABO base camp was good at the time of the audit. Runoff water is well channelled and clearing of grasses around houses is regular;
- Chainsaw trousers have been made available to the various chainsaw operators (fellers, chainsaws);
- Workplace accidents and other incidents are now recorded on sheets with an analysis of the causes by the Line Manager present;
- The company's workers and subcontractors have a good knowledge of the applicable procedures for the management of work accidents;
- A monthly medical partnership contract with the occupational physician at CHRM (Centre Hospitalier Régional de Mouila) is available and valid because it was renewed at the time of the audit;
- The list of employees who have passed the annual medical examination for the year 2022 is available;
- The annual medical visits for the year 2021 were carried out and the report was made available to the auditors;
- The 2022 annual medical examinations were carried out for almost all employees of the MOKABO site;
- A functional ambulance is provided for emergency evacuation. It is permanently parked in the administrative block of the MOKABO site with a permanently available driver;
- The MOKABO base camp infirmary is regularly supplied with malaria treatment products;
- A scale is installed in the MOKABO infirmary for taking patient parameters;
- A work instruction for the management of first aid kits is available and implemented;
- Employees have been trained in the handling of first aid kits and monitoring is carried out by the nurse at the MOKABO site;
- Solar streetlights have been installed at specific points in the MOKABO base camp;
- The majority of the company's employees live in the town of Mouila, where drinking water supplied by the SEG national water supply network and electricity supplied by the national electricity supply network are permanently available;
- The employees living in the MOKABO living base are supplied with drinking water using two tankers installed in the MOKABO living base, while electricity is supplied by the sawmill's generators until 10 p.m. evening;
- Drinking water is supplied to the living bases of Bilengui A and Bilengui in the neighbouring villages where drinking water supplies are installed using pick-ups;
- The register of diseases in the living quarters of MOKABO, Bilengui A and Bilengui B did not reveal any particular problems related to waterborne diseases.

NCR Status:	FERME CLOSED
Comments (optional):	<p>L'entreprise a réalisé des progrès depuis le dernier audit en vue de la gestion des aspects des aspects santé et sécurité de son personnel.</p> <p>Les écarts ayant entraîné l'émission du RNC ont été corrigés.</p> <p>Lors du prochain audit annuel, il serait judicieux que l'entreprise ait en place un système propre de potabilisation et de distribution d'eau potable dans ses bases-vie permanentes de façon à ne pas dépendre du réseau d'adduction d'eau de la SEG qui fournit certes de l'eau potable mais sur lequel l'entreprise n'a aucune maîtrise.</p> <p>L'entreprise a fait la commande d'un tel système dont la livraison est attendue dans les mois suivant le CVA. Son installation, son fonctionnement et l'analyse de l'eau de boisson qui en sera produite sera évalué par lors du prochain audit annuel.</p> <p><u>ANALYSE DES CAUSES DU RNC :</u></p> <p>La société GABON WOOD INDUSTRIES (GWI) n'a pas réalisé une analyse des causes du RNC en tant que tel.</p> <p>Toutefois, le RNC Majeur a été émis à la suite de plusieurs constats relatifs aux aspects santé et sécurité du personnel de l'entreprise.</p> <p>Au moment de l'émission du RNC, l'entreprise était en phase d'audit initial et a par la suite mis l'accent sur ces différents aspects qui sont aujourd'hui bien connus et des mesures mises en œuvre pour assurer la conformité de l'entreprise.</p> <p>Pour assurer le maintien de sa conformité et éviter la récurrence de RNC sur ces aspects, l'entreprise doit s'assurer de couvrir toutes ces exigences avec des procédures opérationnelles dont la mise en œuvre doit être suivie à travers le monitoring interne mis en place. Les écarts constatés doivent être corrigés dans la perspective des procédures en place pour éviter des solutions ponctuelles qui ne résolvent pas les problèmes de façon durable dans le cycle de certification.</p> <p><i>The company has made progress since the last audit in managing aspects of the health and safety aspects of its personnel.</i></p> <p><i>The discrepancies that led to the issuance of the RNC have been corrected.</i></p> <p><i>During the next annual audit, it would be wise for the company to have in place its own drinking water purification and distribution system in its permanent living bases so as not to depend on the water supply network of the SEG which certainly provides drinking water but over which the company has no control.</i></p> <p><i>The company has ordered such a system, the delivery of which is expected in the months following the CVA. Its installation, its operation and the analysis of the drinking water that will be produced will be evaluated by the next annual audit.</i></p> <p><u>ANALYSIS OF THE CAUSES OF NCR:</u></p> <p><i>GABON WOOD INDUSTRIES (GWI) has not carried out an analysis of the causes of the RNC as such.</i></p>

	<p><i>However, the Major RNC was issued following several findings relating to the health and safety aspects of the company's personnel.</i></p> <p><i>At the time of the issuance of the RNC, the company was in the initial audit phase and subsequently focused on these different aspects which are now well known and measures implemented to ensure compliance of the company.</i></p> <p><i>To maintain its compliance and avoid the recurrence of RNC on these aspects, the company must ensure that all these requirements are covered with operational procedures, the implementation of which must be monitored through the internal monitoring put in place. The discrepancies observed must be corrected in the perspective of the procedures in place to avoid ad hoc solutions that do not solve the problems in a sustainable way in the certification cycle.</i></p>
--	---

III. CONCLUSIONS

NCRs fermé(s):	<input checked="" type="checkbox"/> Pas de suivi requis
	<input type="checkbox"/> NCR(s) fermé(s) et nouveau(x) NCR(s) émis voir la section IV
NCRs ouvert(s):	<input type="checkbox"/> Certification/Validation/Vérification non approuvée; conformité avec NCR(s) requise
	<input type="checkbox"/> NCR(s) majeur(s) non fermé(s); suspension de la certification / vérification
	<input type="checkbox"/> NCR(s) mineur(s) passant à majeur(s); voir section IV
	<input type="checkbox"/> Nouveau NCR(s) émis, voir section IV
Commentaires/ Actions de suivi pour le prochain audit:	Click here to enter text.